

# La Biélorussie des champs, socle du régime

Face au soulèvement, Alexandre Loukachenko cherche à conserver le soutien des habitants des campagnes

MINSK - correspondance

Un trajet qui serpente entre les usines et les champs, croise les lieux de mémoire des horreurs de l'occupation nazie, et s'enfonce dans une épaisse forêt de pins, de sapins et de bouleaux. Il suffit d'une traversée d'une heure et trente minutes depuis Minsk, la capitale de Biélorussie, pour atteindre le village de Berezhino, dans la voblast de Vitebsk, une des six régions administratives du pays. Une bourgade de 200 habitants avec des maisons basses, grises ou colorées, deux magasins pour des produits de première nécessité, une église orthodoxe et un petit hôpital. Un lieu paisible et retiré, resté plutôt fidèle à Alexandre Loukachenko, que l'actualité agitée des dernières semaines est quand même venue perturber.

« Nous n'avons pas eu de guerre depuis des années, pourquoi est-ce qu'il faudrait en créer une maintenant ? », maugrée Nikolai Akulka. Ce retraité, ancien kolkhozien, assure que de nombreux villageois ont voté pour celui dont la réélection frauduleuse à la tête du pays, le 9 août, a déclenché un mouvement de contestation pacifique inédit dans le pays. Lui-même partisan du président, il déplore les images de violence diffusées à la télévision et s'inquiète : « La révolution, les émeutes, tout ça, ça va mener à un conflit où les gens vont s'attaquer avec des armes. Nous avons eu assez de la Grande Guerre patriotique [deuxième guerre mondiale], tout a été détruit. »

## Service public de proximité

Conserver sa popularité dans les campagnes est un enjeu de taille pour Alexandre Loukachenko, qui a fait de ces territoires le socle de son régime depuis vingt-six ans. Lorsqu'il arrive au pouvoir, en 1994, l'homme, ancien chef de sovkhos (une ferme d'Etat soviétique), décide de renouer avec la tradition soviétique et de maintenir un système de campagne collectivisée. Ce modèle économique s'accompagne d'un modèle social populaire, avec le développement d'un important service public de proximité. Les campagnes sont régulièrement sillonnées par le président, qui veille aux nominations dans les kolkhozes et participe aux récoltes de fin d'année.

Résultat, moins de 10 % des produits agricoles sont importés dans le pays, qui atteint rapide-

ment une certaine souveraineté alimentaire. Pour autant, la population rurale ne représente plus que 22,4 % du pays, contre 31,9 % en 1996, selon le comité national des statistiques de Biélorussie. L'importance du secteur de l'agriculture a elle-même évolué, passant de 19 % du PIB dans les années 1990 à 8 %, aujourd'hui.

Derrière les bâtiments gris d'un kolkhoze laissé à l'abandon, Nikolai Akulka fait visiter son jardin, avec ses ruches et ses machines agricoles, témoins du siècle passé. « Les gens ont peur, affirme le septuagénaire, accoudé à la clôture. La télévision nous dit que la Pologne va occuper la Biélorussie et que l'OTAN va s'installer aux frontières », affirme-t-il, l'air désolé, avant de répéter la propagande du président : « Les manifestants sont payés par des pays étrangers. »

Selon Ronan Hervouet, maître de conférences à la faculté de so-

ciologie de l'université de Bordeaux et auteur du livre *Le Goût des tyrans : une ethnographie politique du quotidien en Biélorussie*, « la peur et la propagande contribuent à soutenir le régime, mais s'il n'y a pas un monde qui tient derrière, ça ne suffit pas ». Pour cet ancien enseignant au Centre franco-biélorusse de sciences politiques, le monde rural a un fort attachement à l'héritage soviétique et, de fait, à la Russie voisine. « Il y a vraiment cette idée que, grâce aux ressources du système collectivisé et aux ressources informelles, les gens qui travaillent peuvent avoir une vie honnête, une vie morale », explique le chercheur.

« Personne n'entend ceux qui ne veulent pas de la chute du régime, et pourtant, ils sont partout », affirme Anna Colin Lebedev, spécialiste des espaces post-soviétiques. La chercheuse en sciences politiques observe une stigmatisa-

tion des soutiens d'Alexandre Loukachenko. « Dès que quelqu'un s'exprime contre les manifestations, il va être rabaisé et désigné [par les manifestants] comme "zombifié" par la télé, traité d'idiot, de vendu... »

## Corruption rampante

« Je ne pense pas qu'il ait eu 80 % aux élections, mais 60 %, oui, c'est possible », affirme Vasily Mazkewitch, fermier et partisan d'Alexandre Loukachenko. Plutôt méfiant lorsqu'on lui pose des questions sur le régime, l'homme se montre volubile lorsqu'il s'agit de son exploitation. « Si les manifestants sont malheureux, qu'ils viennent remplir les champs et travailler », dit-il.

Si les manifestations des opposants se déroulent principalement dans la capitale et les grandes villes, quelques rassemblements contre le régime ont tou-

« Les gens ont peur. La télé nous dit que la Pologne va occuper la Biélorussie »

NIKOLAI AKULKA  
agriculteur

tefois lieu dans le monde rural. Alexandre, jeune ouvrier dans une entreprise publique de construction de bâtiment, se souvient de cette journée, fin août, où il a rejoint 500 manifestants de la ville voisine, Dokshytsy, 7 000 habitants, afin de réclamer de nouvelles élections. Partisan de la candidate de l'opposition, Svetlana Tsikhanovskaia, il dit ne connaître qu'une seule personne

– son oncle – à avoir soutenu Alexandre Loukachenko.

« Dans les grandes et moyennes villes, on sent qu'il y a un mouvement. Mais dans les petits villages comme le mien, tu ne peux pas le sentir. Rien n'a changé depuis le 9 août », déclare-t-il, souriant, en savourant une cigarette près d'une cabane de pêcheur, le long de la Berezina. Le jeune homme, qui évoque la corruption rampante dans son entreprise, est convaincu que la révolution viendra des grandes villes.

Fataliste, Nikolai Akulka, partisan de Loukachenko, estime quant à lui qu'un changement de président n'améliorera pas la situation. « Le problème, c'est que nous n'avons pas d'argent, déplore-t-il. Nous n'avons pas de gaz, de pétrole, et quand il y a des tensions avec la Russie, elle refuse de payer nos produits laitiers. » ■

THOMAS D'ISTRIA

## « Les traitements dégradants en détention sont d'ordre systémique »

Selon Anaïs Marin, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits de l'homme, « les violences lors des arrestations se sont intensifiées »

## ENTRETIEN

VARSOVIE - envoyée spéciale

Anaïs Marin est la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme en Biélorussie.

**Les tortures en détention semblent moins courantes qu'après la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko, le 9 août. Qu'en est-il ?**

Les quelque 500 cas de tortures qui nous ont été rapportés ont eu lieu surtout au moment des interpellations massives, les trois premiers jours après le scrutin. L'attention internationale, plus soutenue, a permis de faire reculer ces pratiques. Mais les traitements dégradants en détention sont d'ordre systémique en Biélorussie. Ils visent les opposants politiques et tous ceux qui critiquent le gouvernement. La situation n'a guère

changé depuis l'époque soviétique. Les victimes n'ont aucun recours possible. La loi ne les protège pas, et il est difficile de porter plainte, car cela nécessite de se tourner vers la police ou la justice, deux institutions qui protègent les auteurs de tortures.

**Le mode de répression des manifestations a-t-il évolué ?**

De nouveaux outils de répression sont utilisés, comme les canons à eau et les munitions en caoutchouc. D'habitude, c'est la matraque. Il y aurait également eu des tirs à balles réelles. Les violences lors des arrestations persistent, et se sont même intensifiées, par exemple à l'égard des femmes, auparavant épargnées. Elles manifestent tous les samedis, et cela se solde à chaque fois par des centaines d'arrestations. Depuis la présidentielle du 9 août, plus de 11 000 personnes ont été

arrêtées pour avoir participé à des manifestations non autorisées.

**Les prisons ne sont-elles pas saturées ?**

Les manifestants sont retenus quelques heures ou quelques jours jusqu'à leur procès. Je suis préoccupée par le fait qu'ils sont délibérément exposés au Covid. Ces pratiques répressives sont dans les gènes de ce régime. Dès les années 1990, quand Loukachenko voulait punir un haut fonctionnaire déloyal, il était fréquent qu'il soit nommé à un poste dans la zone contaminée de Tchernobyl.

**Comment les procès se déroulent-ils ?**

Depuis plusieurs semaines, les procès se tiennent majoritairement en ligne sous prétexte de Covid, sans que les détenus aient parfois l'autorisation de sortir de leur cellule pour rencontrer leur

avocat. La peine de détention administrative pour avoir participé à des manifestations non autorisées est en général de quinze jours, mais c'est cumulatif. Il arrive donc que certains sortent de prison mais y retournent aussitôt, comme ce fut le cas pour le blogueur Sergueï Tsikhanovski.

Le sort de ceux qui sont jugés pour des infractions au code pénal est en général couru d'avance. C'est une justice expéditive, absolument pas transparente. On y juge à charge, la présomption d'innocence est bafouée constamment, et le juge est un exécutant des ordres du procureur. Les avocats, qui défendent des opposants politiques ou des activistes des droits de l'homme, sont systématiquement intimidés et peuvent perdre leur licence. La nouveauté, c'est qu'ils sont devenus eux-mêmes la cible d'arrestations abusives, comme on l'a vu

dernièrement avec les avocats de l'opposante Maria Kolesnikova, Ilya Salei et Maxime Znak.

**Combien de manifestants ont-ils été tués ?**

Il y aurait eu entre trois et sept morts. Le premier est mort la deuxième nuit après l'élection. Les autorités disent qu'il a sauté sur un engin explosif qu'il s'appropriait à faire détoner contre les policiers antiémeute, mais c'est faux : des vidéos montrent cet homme prendre une balle et tomber. Des gens sont morts de leurs blessures aux urgences ou en détention, faute de soins, mais les autorités nient que les coups fatals aient été portés par les forces de l'ordre. On compte également sept disparitions forcées, dont deux personnes retrouvées mortes.

**Ces violences ont provoqué un choc au sein de la population.**

**Méconnaissait-elle la nature de ce régime ?**

La grande majorité des Biélorusses ne s'intéressait pas à la politique jusqu'à cette année. Tant qu'on n'est pas un opposant, on peut vivre avec la sensation que l'ordre et la sécurité règnent en Biélorussie. Mais les choses ont changé le 12 août, trois jours après le scrutin, quand Internet a été rétabli pendant quelques heures. Les gens qui ont été consulter en masse les réseaux sociaux et la chaîne Telegram ont alors pris conscience de l'ampleur des violences. Pour beaucoup, cette découverte fut comme un électrochoc. Car même au regard de la loi biélorusse, ces violences étaient injustifiées et disproportionnées. D'où le mot d'ordre principal des manifestants : « Arrêtez les violences. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
FAUSTINE VINCENT



Des villageois biélorusses manifestent pour soutenir le président Alexandre Loukachenko, à Minsk, le 16 août. VOLHA SHUKAILA/TUT.BY.

# En Biélorussie, la répression s'accroît sur les manifestants

De nouvelles arrestations ont eu lieu dimanche, après une manifestation d'hommage à un artiste de 31 ans tué mercredi

MINSK - correspondance

Une lourde porte métallique s'ouvre sur une retraitsée aux cheveux blancs. Elle fait nerveusement signe d'approcher. « Venez, il y a des OMON partout. » Les manifestants se jettent dans l'immeuble, avant de rejoindre l'ascenseur pour le huitième étage afin d'échapper aux forces spéciales antiémeute. La femme organise une distribution de barres de chocolat, en lançant le fameux slogan de ralliement dans un sourire timide : « Vive la Biélorussie ! » En haut, le balcon offre une vue sur un horizon gris, entre un ciel plombé et d'interminables rangées d'immeubles soviétiques. En bas, des grappes de protestataires longent les tours, tandis que les patrouilles des OMON ratissent le quartier.

Cela fait plus de trois mois que les Biélorusses protestent pacifiquement dans les rues des villes contre la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis vingt-six ans, réélu avec 80,1 % des voix selon les décomptes officiels. Ce dimanche 15 novembre est une journée froide et brumeuse. Le réseau Internet a été coupé, les grandes artères sont bloquées par des cordons militaires. Le rassemblement du jour a une valeur particulière. « C'est un moment vraiment dangereux », explique Stanislas, un photographe de Minsk, mais c'est important pour nous de sortir. On espère qu'il y aura du monde. »

Il s'agit d'honorer la mémoire de Roman Bondarenko, un artiste de

31 ans tué mercredi alors qu'il tentait d'empêcher des membres d'une unité spéciale du régime, en civil, de dégrader les décorations révolutionnaires de son quartier. Sur les images diffusées par les réseaux sociaux, il est longuement et violemment battu avant d'être arrêté et de disparaître dans un van banalisé. Il réapparaît quelques heures plus tard dans un hôpital, recouvert de vomissures, avec un traumatisme crânien et de nombreuses blessures. Sa famille annoncera sa mort au lendemain de son interpellation.

## Veillée funèbre

Pour les manifestants, il ne fait aucun doute que le jeune révolutionnaire a été frappé à mort dans le van ou au poste de police. Sa sœur, des témoins sur place et une toute nouvelle vidéo de l'arrestation prouvent que Roman Bondarenko était conscient au moment de son départ du quartier. Sa disparition a déclenché une vague d'émotion à travers le pays.

Une veillée a immédiatement été organisée dans son quartier, le « square du changement », un lieu jusque-là mythique pour ses con-

**Une fuite au sein du ministère de l'intérieur parle de 25 800 personnes arrêtées depuis août**



Arrestations lors d'une manifestation à Minsk, dimanche 15 novembre. REUTERS

certs, ses animations, son ambiance festive et révolutionnaire. Cette nuit-là, les habitants de la capitale ont défilé par centaines pour déposer des bougies et des fleurs. Même chose le lendemain, avec des milliers de personnes dans de nombreuses villes du pays. Des minutes de silence ont été organisées dans certaines usines et universités. Des autels ont été installés à la va-vite aux entrées des églises, dans les foyers, sur les bords de route. Beaucoup ont rapidement été détruits par les forces de l'ordre, qui ont profité des chaînes de solidarité et des rassemblements pour mener de nouvelles arrestations.

En réaction, l'Union européenne a menacé de prendre de nouvelles sanctions contre les responsables de la répression dans le pays. Mais à Minsk, capitale d'un petit pays de 10 millions d'habitants, les manifestants se sentent bien seuls. La situation s'enlise. Le prix Sakharov, décerné à l'opposition par le Parlement européen, le 22 octobre, semble bien loin. « On n'a pas vraiment l'impression que quelque chose bouge hors des frontières, souffle Artiom, 22 ans, alors qu'il tente de rejoindre le "square du changement". On sait que le résultat viendra de l'intérieur du pays. »

Si la mort du peintre de 31 ans a semblé ranimer le mouvement, avec des marches dans plusieurs villes biélorusses, cela fait des semaines que la grande manifestation hebdomadaire a perdu de sa superbe. Les protestataires sortent moins nombreux, les rues sont dangereuses, l'hiver est là. Ce dimanche, comme la semaine précédente, plus de 1100 personnes, ainsi qu'une vingtaine de journalistes identifiés par les autorités comme tels ont été arrêtés pour avoir pacifiquement manifesté. Des chiffres inédits depuis les premiers rassemblements, qui parvenaient à réunir des dizaines de milliers de personnes, en août. Si les derniers calculs des organisations de défense des droits de l'homme évoquent 18 000 arrestations depuis le 9 août, une fuite au sein du ministère de l'intérieur biélorusse, révélée par l'opposition, parle de 25 800 personnes arrêtées.

## « Plus d'importance »

L'ambiance dans le square a bien changé. Les barrières métalliques qui ceignent l'espace sont couvertes de fleurs blanches et rouges et d'autels improvisés, surmontés de photos de Roman. « La mort de Roman a effacé toutes mes peurs,

**« Ils veulent que les gens oublient, mais les gens n'oublieront pas »**

VICTORIA BAHKANOVITCH  
manifestante

explique Victoria Bahkanovitch, une manifestante bien connue à Minsk pour ses tenues moqueuses des forces spéciales antiémeute. Je pleure parce qu'il était aussi un artiste, il a étudié à l'Académie biélorusse des arts. Il était vraiment quelqu'un de bien, quelqu'un d'honnête. Je suis triste qu'ils veulent détruire ce mémorial. Ils veulent que les gens oublient, mais les gens n'oublieront pas. »

Au fond de la place, un groupe d'habitants du quartier, protégés sous une bâche orange, propose café, thé et de quoi se ravitailler. Certains ont campé plusieurs jours pour empêcher les unités policières de retirer les hommages à la gloire du héros. « Je ressens le chagrin et la volonté de donner ma vie pour la victoire de la démocratie dans le pays, déclare un ma-

nifestant, Valerian Yanuskevitch, et je suis sûr que ce sentiment accompagne tous ceux qui risquent tout pour aller à des manifestations pacifiques. »

Et soudain, c'est l'attaque. Une marée humaine composée de différentes unités, armées de boucliers et de matraques, déferle autour de la place. Les manifestants hurlent. Il y a ceux qui partent en courant, sautent au-dessus des barrières et s'enfuient comme ils le peuvent. Et les autres, qui appellent à rester sur place et se préparent pour un long face-à-face. « C'était la première fois, après toutes les manifestations auxquelles j'ai participé, que je n'ai pas cherché à me retirer, racontera plus tard Angelina, une jeune femme restée sur place. Bien sûr, c'était effrayant. Mais ça n'avait plus d'importance. Car tu regardes le portrait de Roman et tu te demandes qui sont ces gens qui ne nous laissent pas honorer la mémoire d'un homme. »

Les groupes sont arrêtés. La police de Loukachenko reprend le contrôle du square du changement. Chaque fleur, chaque mot, chaque bougie seront retirés. En fin de soirée, il ne restera plus rien qu'une place de béton. ■

THOMAS D'ISTRIA

# Iran : mystère autour de la mort présumée du numéro 2 d'Al-Qaida

Selon le « New York Times », Abou Mohammed Al-Masri a été tué en août à Téhéran par un commando israélien pour le compte des Etats-Unis

De lui, on ne connaissait que deux images. La première est un visage mis à prix à 10 millions de dollars par le FBI américain : celui d'Abou Mohammed Al-Masri, de son vrai nom Abdullah Ahmed Abdullah, en chemise blanche et cravate. Né en 1963, il est âgé d'une petite trentaine d'années au moment où la photo a été prise. La seconde, qui ouvre la vidéo d'une cérémonie de mariage, est plus furtive. L'homme, en abaya blanche et kufi sur la tête, a pris quelques années. L'ancien proche d'Oussama Ben Laden, devenu numéro deux d'Al-Qaida, pose en compagnie de son gendre, Hamza Ben Laden. Abou Mohammed Al-Masri vient de marier sa fille, Myriam, au « fils préféré » du fondateur du réseau djihadiste. La séquence a été tournée en 2007, en Iran.

Abou Mohammed Al-Masri et Myriam, entre-temps devenue veuve, auraient été tués le 7 août dans les rues de la capitale iranienne par un commando de deux hommes à moto, affirme le quotidien américain *The New York Times*, qui cite des responsa-

bles des services de renseignement américains. L'assassinat, qui aurait été mené par des agents israéliens pour le compte des Etats-Unis, a été commis le jour anniversaire des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, qui avaient fait 224 morts et dans lesquels a été impliqué le cadre égyptien d'Al-Qaida, selon la justice américaine.

Ni Téhéran, ni Washington, ni Tel-Aviv ni encore Al-Qaida n'ont réagi à la mort présumée d'Abou Mohammed Al-Masri. L'agence de presse iranienne Mehr News avait, elle, affirmé que le père et la fille tués ce jour-là étaient des ressortissants libanais connus sous le nom de Habib et Mariam Dawoodi. Le ministère des affaires étrangères iranien a démenti samedi les informations du *New York Times* et toute présence sur son territoire de responsables d'Al-Qaida. Mais dans une démarche inédite, le site ultraconservateur iranien *Jahan News*, proche de l'ancien député conservateur Alireza Zakani, ne nie ni la présence ni l'assassinat du chef djihadiste.

Si, pour *Jahan News*, ces révélations sont « une nouvelle étape d'opération médiatique menée par les médias américains pour lier l'Iran à Al-Qaida » dans le but de « justifier davantage de sanctions contre l'Iran », le site livre entre les lignes un aveu de taille. « Aucun pays et service de renseignement ne peut être indifférent face aux groupes terroristes qui menacent sa sécurité. En ce qui concerne Al-Qaida, ce groupe est une des sources d'insécurité en Iran. Voilà pour quoi infiltrer ce groupe n'est pas anormal du point de vue de l'Iran. Cette infiltration a pour but de contenir et d'empêcher le groupe de mener des opérations contre la sécurité du pays », peut-on lire.

## « Mariage de convenance »

Le modus operandi de l'assassinat démontrerait par ailleurs, toujours selon *Jahan News*, la responsabilité « directe » des services de renseignement israéliens dans l'assassinat des scientifiques nucléaires iraniens. Quatre scientifiques liés aux recherches nucléaires ont été tués entre 2010 et 2012, en pleine rue, par des tueurs à

moto. Un autre site conservateur, *Alef*, questionne, lui, le timing de l'article, alors que l'administration Trump entend encore renforcer les sanctions contre Téhéran, ce qui rendrait leur levée plus difficile, voire impossible, pour son successeur, Joe Biden.

La présence d'Abou Mohammed Al-Masri et de dirigeants d'Al-Qaida en Iran était connue de longue date. Son assassinat présumé révèle une nouvelle fois la relation trouble qu'entretiennent la République islamique d'Iran, chiite, et les djihadistes du réseau sunnite depuis deux décennies. Ce « mariage de convenance », comme l'avait qualifié Ned Price, ex-porte-parole du Conseil de sécurité nationale sous Obama, permettait à

**Ni Téhéran, ni Washington, ni Tel-Aviv, ni Al-Qaida n'ont réagi à cet assassinat présumé**

la première de se prémunir des attaques djihadistes sur son territoire, en maintenant plusieurs de leurs dirigeants sous surveillance, voire de s'en servir comme monnaie d'échange avec les Etats-Unis ; et aux seconds de jouir d'un sanctuaire d'où ils entendaient poursuivre leurs activités.

A partir de décembre 2001, au moment où Al-Qaida est traquée par les Américains en Afghanistan, les djihadistes organisent l'exfiltration de leurs familles en Iran, selon des documents saisis lors du raid des Navy SEAL, le 2 mai 2011, à Abbottabad, au Pakistan, au cours duquel Oussama Ben Laden a été tué. Après les proches arriveront des membres du premier cercle d'Al-Qaida à l'été 2002, dont Abou Mohammed Al-Masri et Saif Al-Adel, égyptien lui aussi et candidat à la succession d'Ayman Al-Zawahiri, l'actuel chef du réseau. Ancien colonel des forces spéciales égyptiennes, Saif Al-Adel aurait coorganisé avec son compatriote les attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Il résiderait toujours en Iran.

Les deux hommes, placés un moment en détention, avaient été libérés en 2015 en échange d'un diplomate iranien qui avait été enlevé au Yémen. Selon des chefs djihadistes syriens, ils continuaient d'assumer depuis l'Iran un rôle opérationnel en servant de lien entre le chef d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, probablement caché au Pakistan, et les combattants en Syrie. Un rôle qui leur sera même reproché en 2017 par un responsable de l'ancienne branche d'Al-Qaida dans le pays, aujourd'hui Hayat Tahrir Al-Cham, qui mit en doute leur légitimité du fait de leur présence entre les mains de l'« ennemi » iranien.

L'annonce de la mort d'Abou Mohammed Al-Masri pose cependant question. Pourquoi l'administration de Donald Trump, en plein bras de fer avec Téhéran et alors que le président américain était en campagne pour sa réélection cet été, n'a pas revendiqué l'assassinat, même sur commande, d'un dirigeant d'Al-Qaida ? ■

GHAZAL GOLSHIRI  
ET MADJID ZERROUKY

# En Biélorussie, des manifestants de plus en plus anti-Poutine

Les chefs de l'opposition insistent pour ne pas apparaître anti-Russes, mais le soutien du Kremlin envers Loukachenko est contesté par la rue

MINSK - correspondance

Svetlana Tsikhanovskaïa, la figure de l'opposition en exil en Lituanie, le martèle, à propos du soulèvement qui secoue la Biélorussie depuis cinquante-sept jours : « C'est une révolution démocratique, pas géopolitique. » A chacune de ses interventions, même face à des dirigeants occidentaux, l'opposante fait tout pour que le mouvement n'apparaisse pas comme antirusse. Depuis quelques semaines, les slogans anti-Poutine ont néanmoins fleuri dans les cortèges, afin de dénoncer l'ingérence du président russe en soutien à Alexandre Loukachenko, réélu frauduleusement le 9 août.

« Sans Poutine, la révolution aurait abouti beaucoup plus vite », estime ainsi Nikolai. « Évidemment qu'il y a une ingérence. Poutine a trop peur que le mouvement se répande dans son pays », croit savoir cet ingénieur d'une cinquantaine d'années. Les deux dirigeants « sont les enfants de Staline », dit-il, pensif, tout en observant au loin le ballet des canons à eau qui dispersent les manifestants, ce dimanche 4 octobre.

## « Eurosceptiques et russophiles »

La neuvième manifestation contre le régime d'Alexandre Loukachenko a rassemblé plus de 100 000 personnes, selon les médias d'opposition. La mobilisation a été perturbée par les mouvements des forces spéciales anti-émeutes, les OMON, qui n'ont cessé d'empêcher la formation d'un cortège principal. Plusieurs stations de métro ont été fermées.

Le réseau mobile a également été suspendu dans l'après-midi. Les forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations, notamment une adolescente de 13 ans, dans la ville de Grodno. Les

images ont provoqué une forte émotion sur les réseaux sociaux.

Entre le régime et les contestataires, la situation semble désormais gelée. Avec, d'un côté, un mouvement de contestation toujours très pacifique et déterminé, depuis les actes de torture et de violence des premières nuits, les 9, 10 et 11 août. Et de l'autre, un président au pouvoir depuis vingt-six ans qui, tout en ayant promis une vague réforme constitutionnelle, refuse pour le moment d'engager des discussions avec les membres de l'opposition, pour la plupart exilés de force ou emprisonnés. Entre les deux, le rôle de la Russie et de son président constitue un nouveau point d'achoppement.

« Le rôle de la Russie est de plus en plus décrié dans les discours et dans les discussions des opposants au régime », assure Anna Colin Lebedev, spécialiste des espaces post-soviétiques. On constate notamment des marques de solidarité avec les protestations dans l'Extrême-Orient russe, à Khabarovsk. « Pour autant, les gens semblent distinguer le pays du pouvoir politique », nuance la chercheuse en science politique.

Certains manifestants louent d'ailleurs les relations « fraternelles » entre la Russie et la Biélorussie, fruits d'une longue histoire commune. Un constat qui ne surprend pas Piotr Rudkouski, chercheur et directeur du Belarusian Institute for Strategic Studies (BISS), qui considère les Biélorusses comme étant d'ordinaires plutôt « eurosceptiques et russophiles » et qui explique le renversement de la situation par le seul « combat pour la démocratie » porté par les manifestants.

Diffuse et aléatoire, l'origine de la contestation anti-Poutine remonte, elle, à l'accord conclu le 14 septembre entre les deux présidents, lors de la visite de Loukachenko au chef de l'Etat russe,

## « Les gens semblent distinguer le pays du pouvoir politique russe »

ANNA COLIN LEBEDEV  
spécialiste des espaces  
post-soviétiques

dans sa résidence de Sochi. Un prêt russe de 1,3 milliard d'euros avait été annoncé en faveur du régime biélorusse. Le tête-à-tête avait surtout montré un dirigeant biélorusse contraint de jouer les vassaux de Moscou, et plus que jamais dépendant de son ancien grand frère soviétique, après avoir tenté en vain de gagner en autonomie ces dernières années.

« Les gens sont devenus encore plus furieux après l'intervention de Poutine », estime une femme qui préfère ne pas donner son nom, accoudée à la balustrade d'un pont avec deux amies. « La Russie ne fait pas partie du programme politique. Ça, on n'y touche pas. L'agenda est local », insiste-t-elle avant de donner son point de vue sur l'évolution du mouvement : « Plus le pouvoir fait des erreurs, plus les gens sortent dans la rue. »

## « L'annexion n'aura pas lieu »

« Je n'ai pas de nouveaux sentiments contre la Russie », assure Victoria, une manifestante croisée dans les rues de Minsk. « Mais tout le monde comprend que le même scénario s'est déroulé avec l'Ukraine », où la contestation s'est nourrie en 2014 d'un fort sentiment anti-russe, avant la prise de pouvoir de dirigeants pro-européens, au grand dam de Vladimir Poutine. Pour la jeune femme, le comportement d'Alexandre Loukachenko, qui accusait la Russie d'ingérence dans

l'élection présidentielle avant le vote, avant de demander de l'aide au président russe deux mois plus tard, « est révélateur de sa faiblesse ». Pour elle, la position de Vladimir Poutine est « logique, puisqu'il veut contrôler un territoire supplémentaire. Mais l'annexion n'aura pas lieu ».

Signe de cette volonté d'autonomie, la langue et la culture biélorusses prennent depuis quelques semaines une part de plus en plus importante dans les manifestations. Si le russe et le biélorusse sont officiellement reconnus comme langues officielles, « les gens ordinaires ne vont pas utiliser le biélorusse dans la vie de tous les jours », explique Anna Colin Lebedev, « et les fonctionnaires découragent l'expression en biélorusse ».

Paradoxalement, ce mouvement de promotion de la culture biélorusse existe depuis 2012 avec la décision du régime Loukachenko de prendre ses distances avec le récit soviétique. Celui-ci s'est accéléré en 2014, en réaction à l'annexion de la Crimée. Pour autant, si différents symboles comme le drapeau blanc et rouge ou le slogan « Crois, affronte et gagne » ont été repris par le mouvement, Piotr Rudkouski considère que « la construction identitaire ou le choix géopolitique sont des enjeux secondaires ou tertiaires », dans le développement du mouvement. « Une fois la démocratie gagnée, la place sera ouverte au débat public sur ces questions. »

D'ici là, les rapports de force peuvent encore évoluer. Dans le cas où Vladimir Poutine prendrait des mesures plus décisives pour soutenir Alexandre Loukachenko, « il est possible que le mouvement devienne parfois anti-russe », ou qu'il y ait « plus de critiques envers le Kremlin », explique le chercheur Piotr Rudkouski, « mais je ne crois pas qu'il puisse devenir totalement anti-russe ». ■

THOMAS D'ISTRIA

# Hambourg : un étudiant juif violemment agressé devant une synagogue

Plus de 2 000 crimes et délits à caractère antisémite ont été recensés en 2019 en Allemagne

BERLIN - correspondant

Un étudiant juif a été sévèrement blessé à la tête, dimanche 4 octobre, devant une synagogue de Hambourg. Agé de 26 ans, le jeune homme était sur le point d'y entrer quand il a été frappé à coups de pelle par un individu habillé en tenue militaire. Interpellé par les policiers chargés de protéger l'édifice, l'agresseur, un Allemand de 29 ans d'origine kazakhe, avait une croix gammée dans la poche de son pantalon. Dimanche soir, beaucoup de questions restaient cependant sans réponse sur son identité et la raison pour laquelle il se trouvait à Hambourg, alors qu'il habite Berlin. « Il est extrêmement confus et très difficile à interroger », a déclaré une porte-parole de la police, tard dans la soirée.

Commise pendant la fête juive de Souccot, cette agression intervient presque un an jour pour jour après l'attaque de la synagogue de Halle (Saxe-Anhalt). Le 9 octobre 2019, un Allemand de 27 ans, Stephan Balliet, lui aussi habillé en militaire, avait tenté de pénétrer dans le bâtiment, très fréquenté en ce jour de Yom Kippour. N'y parvenant pas, il avait tiré au hasard sur une passante, abattu un homme dans un restaurant turc, puis s'était enfui en voiture avant d'être arrêté par la police. Son procès s'est ouvert le 21 juillet.

« Il est insupportable de constater que la haine et la violence contre les Juifs continuent de se déchaîner dans les rues allemandes, et ce précisément pendant une fête juive et un an après le terrible attentat de Halle », a réagi le président de la Conférence allemande des rabbins orthodoxes (ORD). « La vie juive doit être mieux protégée dans ce pays », a-t-il ajouté.

Selon une enquête publiée le mardi 22 septembre par le collectif Mediendienst Integration, un réseau d'experts et de journalistes indépendants travaillant sur l'immigration et l'intégration en Alle-

magne, « la protection des lieux communautaires juifs par la police s'est renforcée dans presque tous les Länder depuis l'attentat de Halle ». Pour 2020, plus de 20 millions d'euros ont été alloués par l'Etat fédéral afin d'améliorer la sécurité des synagogues, des cimetières et des centres communautaires juifs. Mais de l'aveu même des autorités, la concrétisation de cette politique est trop lente. « En tant que police, nous ne pouvons être satisfaits du "statu quo" auquel nous assistons », reconnaissait ainsi le vice-président de l'Office fédéral de police criminelle (BKA), le 22 septembre, après la présentation de l'enquête du collectif.

## « C'est une ignominie »

En mai, le rapport annuel du BKA consacré à « la criminalité à motifs politiques » indiquait que 2 032 crimes et délits à caractère antisémite avaient été recensés en Allemagne en 2019, soit une hausse de 13 % par rapport à 2018. Parmi eux, 1 838, soit une écrasante majorité, ont été commis par des individus d'extrême droite. Cette augmentation du nombre d'actes antisémites s'inscrit dans une tendance plus générale, le nombre de crimes et délits à motifs politiques ayant enregistré une hausse de 14 % entre 2018 et 2019.

« C'est une ignominie et cela me fait honte de voir comment le racisme et l'antisémitisme s'expriment dans notre pays en ce moment », avait déclaré Angela Merkel, le 15 septembre, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du Conseil central des Juifs en Allemagne. « Il est vrai que le racisme et l'antisémitisme n'ont jamais disparu. Mais depuis quelque temps, ils sont plus visibles et plus désinhibés. Des insultes, des menaces ou des théories du complot sont ouvertement dirigées contre les citoyens juifs sur les médias sociaux. Nous ne devons jamais nous taire face à cela », avait expliqué la chancelière. ■

THOMAS WIEDER

# Le pape François dénonce le populisme et le « libéralisme égoïste »

Dans sa nouvelle encyclique « Fratelli Tutti », le chef de l'Eglise catholique s'interroge sur le sort des êtres humains face à la mondialisation

En mai 2015, François publiait *Laudato si'*, la première encyclique d'un pape relative à la crise écologique. Cinq ans plus tard, avec *Fratelli tutti*, parue dimanche 4 octobre, le pontife argentin consacre la deuxième encyclique de son pontificat, hormis celle cosignée avec son prédécesseur Benoît XVI, à « la fraternité et l'amitié sociale », que l'on peut décrire comme le premier grand texte pontifical sur la mondialisation. Comme *Laudato si'*, elle est adressée non seulement aux catholiques, mais « à toutes les personnes de bonne volonté ».

Sur 90 pages, ce pape de l'ère globale livre le premier document magistériel de l'Eglise catholique sur cette grande mutation qui affecte toutes les dimensions de l'existence, collectives comme individuelles. De la montée des tensions entre Etats à l'individualisme au temps des réseaux sociaux, de l'avenir de la planète à l'accueil des migrants, du populisme au libéralisme, de la guerre mondiale par morceaux au dialogue interreligieux, le chef de l'Eglise catholique passe en revue ce qui pourrait « faire renaitre un désir universel d'humanité » alors que l'époque lui semble au

contraire être à la fragmentation, aux crispations nationalistes et à l'isolement des individus.

Son constat de départ est sombre. Dans le monde actuel, note-t-il, « certaines tendances entravent la promotion de la fraternité universelle ». Les intérêts individuels s'affirment au détriment de « la dimension communautaire ». Le mouvement vers une coopération des Etats pour prévenir les conflits et pour coopérer au sein d'ensembles régionaux semble faire machine arrière. Des « nationalismes étriés » se manifestent et « s'ouvrir au monde » est devenu une expression monopolisée par « l'économie et les finances ».

Une fois encore, François revient longuement sur le traitement réservé aux migrants, symptôme le plus éloquent, à ses yeux, du repli sur soi et du manque de fraternité. Il demande d'appliquer le concept de « citoyenneté » lorsqu'ils sont arrivés « depuis quelque temps et intégrés », de les considérer non pas comme « des usurpateurs qui n'offrent rien » mais comme la chance de découvrir « qu'aujourd'hui ou bien nous nous sauvons tous ou bien personne ne se sauve ».

Il fustige avec une vigueur particulière les chrétiens qui partagent le sentiment que les migrants sont « dotés de moins d'humanité », faisant « prévaloir certaines préférences politiques sur les convictions profondes de leur foi : la dignité inaliénable de chaque personne humaine indépendamment de son origine, de sa couleur ou de sa religion ». « C'est inacceptable », tranche-t-il. Quant à ceux qui pourraient se sentir culturellement menacés, il indique qu'« une ouverture saine ne porte jamais atteinte à l'identité » car « une culture vivante ne copie pas ou ne reçoit pas simplement mais intègre les nouveautés à sa façon ».

## « Mépris des faibles »

Le pape décrie les effets de la place prise par les réseaux sociaux et l'information numérique sur les relations humaines. « Un nouveau style de vie est créé où l'on construit ce qu'on veut avoir devant soi, en excluant tout ce qui ne peut pas être contrôlé ou connu superficiellement et instantanément ». Il s'inquiète d'un individualisme croissant qui « ne nous rend pas plus libres, plus égaux, plus frères. La simple somme des

intérêts individuels n'est pas capable de créer un monde meilleur pour toute l'humanité ».

Un long développement est consacré à la politique. François renvoie dos à dos ce qu'il voit comme les deux tendances dominantes actuelles, également pernicieuses, le populisme et le libéralisme débridé. Tous deux, affirme-t-il, reposent sur « le mépris des faibles » et ont des difficultés « à penser un monde ouvert où il y ait de la place pour tout le monde. »

Le terme de populisme a longtemps posé problème à cet Argentin qui fut attiré par le péronisme dans son pays. Pour lui, il n'avait pas a priori de connotation négative puisqu'il désignait une volonté d'agir en communion avec un peuple déterminé, aux traits culturels uniques, notion « légitime » selon lui, et d'en respecter les caractéristiques et les aspirations. Dans *Fratelli tutti*, il essaye d'en définir la version dévoyée qu'il combat : le populisme devient « malsain » lorsqu'il « devient l'habileté d'un individu à captiver afin d'instrumentaliser politiquement la culture du peuple, grâce à quelques symboles idéologiques, au service de son projet personnel et de son main-

## « Le prétendu ruissellement ne résorbe pas l'inégalité, il est la source de nouvelles formes de violence »

LE PAPE FRANÇOIS

ten au pouvoir ». Fût-ce en « exacerbant les penchants les plus bas et égoïstes de certains secteurs de la population ».

Quant au « libéralisme individualiste », qui « rejette généralement » la notion de peuple, il est servi par une « propagande politique » qui encourage « une culture individualiste naïve face aux intérêts économiques éfrénés et à l'organisation des sociétés au service de ceux qui ont déjà trop de pouvoir ». Le pape règle son compte à la théorie du « ruissellement » des richesses, en partant des plus nantis vers les couches sociales inférieures : c'est, selon lui une « notion magique ». « Le prétendu ruissellement ne résorbe pas l'inégalité, il est la source de nouvelles formes de violence qui

menacent le tissu social », écrit-il. Il en conclut que « la politique ne doit pas se soumettre à l'économie » et celle-ci « aux diktats ni au paradigme d'efficacité de la technologie ». Elle doit se fonder sur « un amour préférentiel » pour les plus faibles mais ne doit pas viser à les transformer en « êtres apprivoisés et inoffensifs » ; elle doit au contraire favoriser leur « participation sociale ».

Enfin, François revient sur deux autres sujets auxquels il a accordé une grande place depuis sept ans, celui de la paix et de la place dans celle-ci d'un dialogue paisible mais actif entre les religions. « Menace constante », la guerre est tellement présente qu'il a théorisé l'existence aujourd'hui d'une « troisième guerre mondiale par morceaux ». Il en tire la conclusion, dans ce document, que la possibilité d'une légitime défense par la force militaire, dont la doctrine catholique a formulé les critères précis depuis saint Augustin, est devenue impraticable. « Il est très difficile aujourd'hui de défendre les critères rationnels, mûris en d'autres temps, pour parler d'une possible "guerre juste". Jamais plus la guerre ! » ■

CÉCILE CHAMBRAUD

# En Biélorussie, les femmes à la pointe du soulèvement

Les opposantes manifestent tous les samedis contre Loukachenko, depuis sa réélection frauduleuse

MINSK - correspondance

Assise devant un cappuccino dans un café branché de Minsk, Victoria, jeune Biélorusse aux grands yeux bleus, parle avec entrain de l'euphorie qui la submerge lorsque les motards révolutionnaires, drapeaux au vent, escortent les manifestantes en klaxonnant allègrement. Et aussi de son angoisse lorsqu'elle reconnaît les vans banalisés des forces anti-émeutes, les OMON. « La chose la plus effrayante avec les OMON, c'est quand ils courent vers nous », confie-t-elle. Comme des centaines d'autres, la jeune artiste

et photographe de 20 ans participe, tous les samedis, aux marches de femmes habillées de robes blanches et portant des fleurs. Mais, elle, précise-t-elle, avec « ses vêtements de tous les jours » et « deux couettes » pour se donner l'air « d'avoir 13 ans ».

« Maintenant, les femmes montrent qu'elles peuvent faire des choses. C'est tellement agréable de voir ces mères, ces filles et ces sœurs qui n'ont plus peur », salue Victoria. Le soulèvement qui secoue le petit pays depuis la réélection truquée, le 9 août, d'Alexandre Loukachenko est marqué par la forte implication des femmes. Des personnalités du conseil de coordination de l'opposition à celles qui manifestent chaque samedi, des estrades politiques aux rassemblements de rue, les femmes biélorusses portent ce mouvement dont l'onde de choc bouscule l'organisation de la société.

Les marches de femmes ont commencé dès le 12 août, après les trois premières nuits de manifestations marquées par des violences et des tortures dans les geôles du régime. « On aurait pu se noyer dans le sang », dit Julia, qui défile chaque samedi avec sa sœur. Pendant ces nuits, le niveau de cruauté est monté si haut. On voyait les images sur Internet, les gens à côté de prisons disaient qu'ils entendaient des cris, la nuit. C'est pour ça que les groupes de femmes ont décidé de sortir comme ça, sans armes. » Pour cette trentenaire, employée dans une agence de voyages à Minsk, le mouvement de

**Des opposantes biélorusses à Minsk, le 19 septembre.**

BELAPAN/  
VIA REUTERS



contestation doit même son salut aux manifestations féminines.

La prépondérance des femmes et leur rôle dans le mouvement se comprennent, selon Anna Colin Lebedev, chercheuse en science politique, à l'aune de l'organisation sociale du pays, héritage de l'Union soviétique, qui « essentialise les sexes ». « Les femmes, en tant que mères, explique la spécialiste des sociétés post-soviétiques, sont vues comme protectrices et ont naturellement une vocation dont la fonction est le soin et le bien-être. » La politique, un milieu considéré comme sale et corrompu, est, de fait, plutôt réservée aux hommes, tandis que les femmes sont placées à des postes sérieux, mais en coulisses.

**Compagnes d'opposants**

Cette logique se retrouve au sein même du régime de Loukachenko, dont la mystérieuse chargée de presse, Natalia Eismont, est la responsable de l'imagerie virile de l'autocrate. Et, si trois femmes figurent à la tête de l'opposition, cela tient à une situation exceptionnelle de crise, estime Anna Colin Lebedev. Svetlana Tsikhano vskaia et Veronika Tsepka sont,

rappelle la chercheuse, mariées à des candidats écartés de l'élection présidentielle du 9 août. La troisième, Maria Kolesnikova, désormais détenue après avoir refusé de quitter le pays, est l'ex-directrice de campagne d'un autre candidat.

Si les premières manifestations de femmes avaient pour but de faire cesser les violences policières, elles ont fini par adopter les revendications du reste de la société : organisation de nouvelles élections, libération des prisonniers politiques, départ de Loukachenko. Après un mois de mobilisation, les forces de l'ordre semblent toujours éprouver un certain malaise face à elles. La plupart sont assez vite libérées de prison.

La technique que le régime utilise déjà depuis plusieurs années contre les opposantes politiques consiste surtout à les « désessentialiser », et à les faire passer pour des femmes manipulées. Une stratégie et un moyen de pression mis en lumière, il y a quelques jours, avec l'enlèvement du fils d'une militante politique, Alena Lazerchik, mis à l'orphelinat pendant que sa mère était convoquée par la police. L'enfant a depuis été remis à ses parents.

**« Si les flics nous frappent, ça dérapera sur des protestations beaucoup plus violentes »**

ALINA  
manifestante

Si M. Loukachenko n'a probablement pas pris les opposantes au sérieux lors de l'élection présidentielle. Dans le même temps, il ne peut pas réprimer les femmes sans risquer d'aggraver encore la situation. Pour certains, les manifestantes jouent d'ailleurs de leur statut pour protéger les hommes, qui prendraient plus de risques à manifester. « On ne tape pas sur les femmes. Si les flics nous frappent, ça dérapera sur des protestations beaucoup plus violentes », explique Alina, une manifestante d'une trentaine d'années, très active dans les médias d'opposition. Deux mois plus tôt, on n'aurait jamais pu imaginer que tout ça pourrait arriver et que les hommes

admettraient le rôle des femmes dans ces événements. »

« Certaines femmes tiennent des propres très sexistes et patriarcaux », déplore cependant Olga Shparaga. Cette professeure de philosophie à l'European College of Liberal Arts in Belarus espère que les marches auront un impact sur le mouvement féministe. Elle évoque notamment le projet de loi en attente pour protéger les femmes contre les violences domestiques, une mesure ridiculisée par M. Loukachenko. « Ça ne fait pas du tout partie des revendications, et beaucoup de femmes qui manifestent n'en comprennent pas l'importance », se désolait-elle. « Ce qui est très important est que, lors de la première manifestation du samedi, il y a eu un groupe féministe et la deuxième fois, un autre, LGBT », explique l'universitaire.

« Les femmes ne prétendent pas être les vedettes de la révolution », observe Julia. « Si notre président n'était pas tellement macho, tout ça aurait pu ne jamais arriver dans notre pays », juge-t-elle, pour mieux insister sur le combat du moment contre Alexandre Loukachenko. ■

THOMAS D'ISTRIA

## LE CONTEXTE

### DÉSOMBÉISSANCE

Après sa réélection frauduleuse le 9 août, Alexandre Loukachenko a prêté serment mercredi 23 septembre, en toute discrétion, pour un nouveau mandat à la tête de la Biélorussie, qu'il dirige depuis vingt-six ans. L'opposition a appelé à la désobéissance civile. La cérémonie, d'ordinaire présentée comme un événement majeur dans l'ancienne république soviétique, n'avait pas été annoncée. Pavel Latouchko, membre de l'opposition biélorusse, l'a qualifiée de « rencontre de voleurs ».

## L'ombre de la Russie plane sur la visite de Macron en Lituanie et Lettonie

Le président français veut donner des gages de solidarité aux deux pays baltes et apporter son soutien au peuple biélorusse voisin

Derrière lui, les gracieuses statues du musée d'Orsay composaient un public figé. En avril 2018, Emmanuel Macron célébrait le centenaire de l'indépendance des Républiques de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie en recevant leurs dirigeants. A l'occasion de l'inauguration d'une exposition sur le symbolisme dans ces pays, le chef de l'Etat avait exprimé sa détermination à « refuser toute logique de bloc en Europe », entre le sud et le nord du continent, l'ouest et l'est. Son voyage en Lituanie et en Lettonie, les 28 et 29 septembre, confirme l'attention que M. Macron prête, depuis le début du quinquennat, aux Etats membres de petite taille, trop négligés par Paris dans le passé.

Emmanuel Macron s'était rendu en Estonie en septembre 2017, dans le cadre du sommet du numérique. Dix ans plus tôt, ce pays avait été un précurseur, à ses dépens, en étant la victime d'une vaste cyberattaque, en pleine période de tensions avec la Russie. Cette fois, le président français se trouvera à Vilnius et à Riga, alors que deux crises majeures concernant Moscou mettent à l'épreuve la cohésion et la détermination européenne : l'empoisonnement

de l'opposant Alexeï Navalny et la répression de la mobilisation populaire en Biélorussie.

Lors de son déplacement en Lituanie, Emmanuel Macron rendra visite aux 300 militaires français basés à Rukla depuis cet été. Cette mission « Lynx » est intégrée au sein d'un bataillon sous commandement allemand, dans le cadre d'une opération de l'OTAN. En 2016, l'Alliance a décidé de déployer une force de « présence avancée renforcée », à vocation purement dissuasive, dans les pays baltes et en Pologne. Il s'agissait d'un geste politique et militaire important à l'égard de ces pays, les plus sensibles à la question des agissements agressifs de la Russie dans son voisinage immédiat.

**« Ecran de fumée »**

Emmanuel Macron veut donner des gages de solidarité et « être à l'écoute » des dirigeants lituanien et letton, selon l'Elysée. Il s'agira à la fois d'afficher des convergences, comme sur la lutte contre la désinformation et la sécurité numérique, et d'entendre les traumatismes historiques subis par ces pays. Une approche identique à celle que le président français avait adoptée au cours de sa visite

officielle en Pologne, début février, où il avait tenté de faire la pédagogie de « l'architecture de confiance et de sécurité » qu'il recherche avec la Russie.

« Le dialogue est toujours important, les bons comme les mauvais jours, mais tout dépend de ses fondations et de ses règles, confie au Monde le ministre lituanien des affaires étrangères, Linas Linkevicius. Le dialogue pour le dialogue n'est pas utile, il sert parfois d'écran de fumée pour ne rien faire. Généralement, quand la Russie parle de dialogue, je crains qu'elle ne réclame une exception, un traitement spécial. Même lorsqu'ils parlent de droit international, les Russes ont leurs propres règles, avec des amendements récents à la Constitution qui affirment la supériorité des législations nationales. Et quand ils parlent de « reset » [relance] dans les relations, j'ai bien peur qu'ils souhaitent, en réalité, appuyer sur le bouton « effacer », pour repartir sur une page blanche, en oubliant ce qui a été fait, les violations du droit international, l'annexion, l'occupation... »

Conscient des critiques qui visent sa démarche diplomatique, Emmanuel Macron cherche un point d'équilibre. Il pourrait ainsi profiter de sa visite pour rencon-

trer Svetlana Tsikhano vskaia, la candidate de l'opposition biélorusse, aujourd'hui en exil à Vilnius. Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune, s'est déjà entretenu avec elle par visioconférence, il y a quelques semaines. La Lituanie est le pays de l'UE le plus actif en soutien des manifestants biélorusses, soumis à des violences continues, mais dont la nature a évolué.

**« Impunité totale »**

« On a eu 500 cas avérés de torture au cours des quinze premiers jours après les élections », souligne Anaïs Marin, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Biélorussie. Ces pratiques ont cessé par peur des conséquences. Le régime a vu qu'il ne pouvait contrôler la circulation des informations et des photos, des déflections ont commencé dans l'appareil d'Etat. Mais l'arbitraire est constant. Il y a eu 6700 arrestations lors des trois premières nuits après le vote, et 10500 depuis le 9 août. Le plus souvent, des personnes en civil, masquées ou cagoulées, capturent des citoyens dans la rue. C'est l'impunité totale. »

Alexandre Loukachenko, qui a organisé une cérémonie d'investiture en catimini le 23 septem-

bre, n'est pas reconnu comme président légitime par l'UE. Il refuse tout dialogue avec l'opposition, ainsi que la médiation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les pays baltes ont adopté leur propre liste élargie de sanctions contre les responsables des répressions. Ils insistent pour que le dirigeant biélorusse figure sur celle discutée au sein de l'UE. La France, elle, souhaite laisser une marge de manœuvre pour un compromis, en espérant un soutien tacite de la Russie.

Mais les compromis avec Moscou deviennent de plus en plus improbables. La révélation, dans Le Monde du 22 septembre, de la substance de la conversation entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine a provoqué un émoi dans les deux capitales, tant le secret des échanges entre les deux dirigeants avait toujours été observé. A Paris, le ministère des affaires étrangères a annoncé l'ouverture d'une enquête interne. En dehors des propos tenus devant la presse, aucune information n'avait filtré, par exemple, du tête-à-tête entre les présidents au fort de Brégançon, en août 2019, lors de la formalisation du dialogue stratégique voulu par

Emmanuel Macron. Cette confidentialité, et la sincérité qui en était le corollaire, n'avait pas permis, pourtant, d'obtenir de réelles avancées sur les dossiers initiaux : les couloirs humanitaires en Syrie, les enjeux de désarmement, la cybersécurité, ou le conflit dans le Donbass (Ukraine).

L'empoisonnement d'Alexeï Navalny est en soi une rupture. Il a entraîné une forte concertation entre Paris et Berlin, qui n'avait pas existé avant Brégançon. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont appelé le Kremlin – sans illusions – à faire la lumière sur cette attaque. Les analyses effectuées en France et en Suède ont confirmé les conclusions des experts allemands sur l'agent neurotoxique utilisé.

Mais le déni de la Russie, les diversions qui l'ont accompagné ont ramené les Européens deux ans en arrière, au moment de l'attaque au Novitchock, en Grande-Bretagne, contre Sergueï Skripal, l'ancien agent russe. Il est donc à nouveau question de « ligne rouge » et de sanctions. « S'ils ne coopèrent pas, c'est qu'ils cachent quelque chose et doivent en affronter les conséquences », résume Linas Linkevicius. ■

PIOTR SMOLAR



## Election américaine : la bataille de la Cour suprême

► La mort de Ruth Bader Ginsburg, doyenne de la Cour suprême, survenue vendredi 18 septembre, électrise la campagne présidentielle aux États-Unis

► Adulée par la gauche américaine, ardente combattante pour l'égalité des sexes, la juge, décédée à l'âge de 87 ans, était détestée par les conservateurs

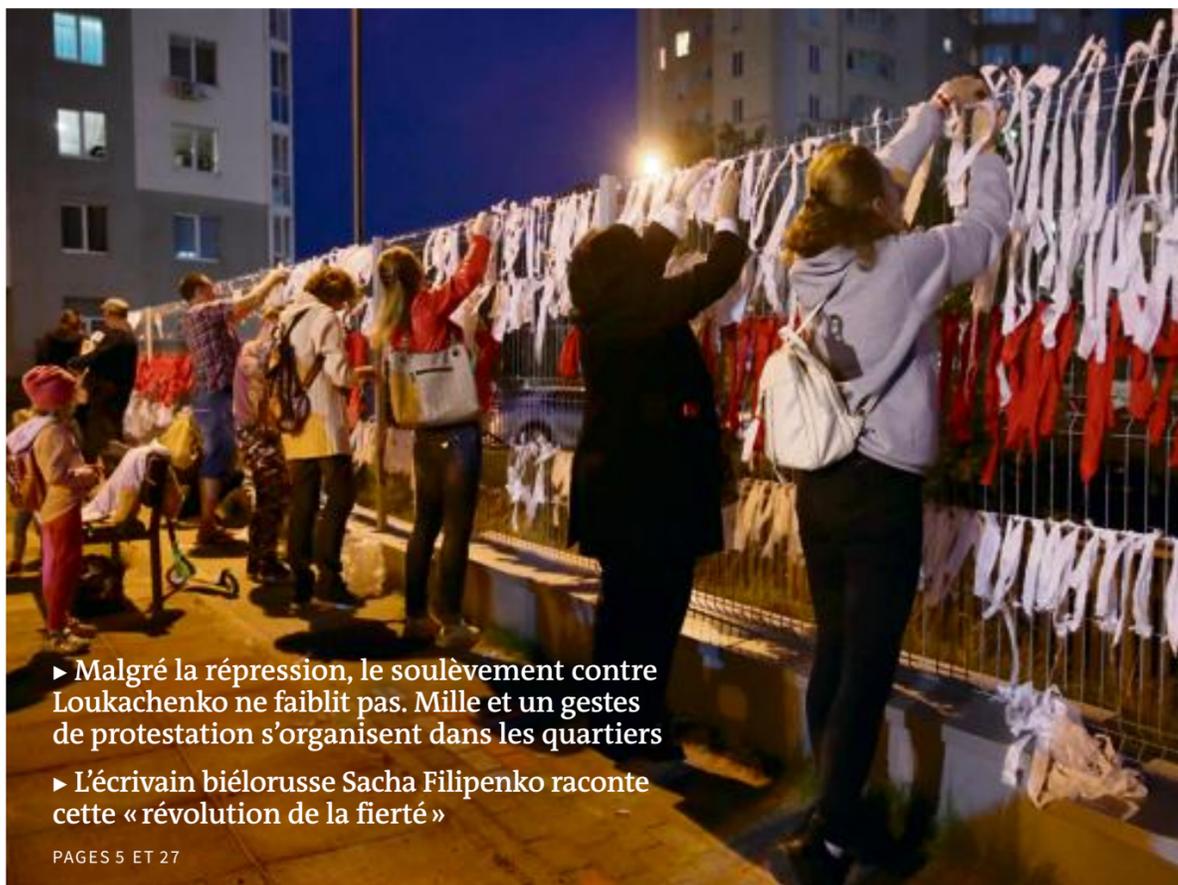
► L'enjeu de son remplacement se trouve désormais au cœur de l'affrontement entre Donald Trump et son rival démocrate, Joe Biden

► Le chef de la majorité républicaine du Sénat a lancé les hostilités en évoquant un vote sur le candidat proposé par Trump avant la fin de l'année

► Cette bataille pour le contrôle de la plus haute institution judiciaire pourrait aussi mobiliser les électeurs démocrates

PAGE 2

## BIÉLORUSSIE, LA RÉVOLUTION AU PIED DE L'IMMEUBLE



► Malgré la répression, le soulèvement contre Loukachenko ne faiblit pas. Mille et un gestes de protestation s'organisent dans les quartiers

► L'écrivain biélorusse Sacha Filipenko raconte cette « révolution de la fierté »

PAGES 5 ET 27

Les citoyens accrochent des rubans aux couleurs du soulèvement, à Minsk, le 15 septembre. V. SHARIFULIN/TASS/GETTY

## Commerce La France s'oppose à l'accord UE-Mercosur

JEAN CASTEX a officialisé vendredi le rejet par la France du projet d'accord de libre-échange négocié entre l'Union européenne et les quatre pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Le premier ministre, à qui une commission d'experts venait de remettre son rapport, a justifié sa décision par les risques d'accélération de la déforestation, « qui met en péril la biodiversité et dérè-

gle le climat ». Le gouvernement fixe plusieurs exigences pour revoir sa position, et notamment que les membres du Mercosur respectent les engagements pris au titre de l'accord de Paris. Plus globalement, la France veut saisir l'occasion de la révision de la doctrine commerciale européenne, prévue début 2021, pour y intégrer des aspects climatiques.

PAGE 13

## Géopolitique

Ces milliardaires, mauvais génies de Moscou à l'étranger

Konstantin Malofeev et Evgueni Prigojine représentent la face secrète de la politique étrangère de la Russie poutinienne, du Donbass à la Libye

PAGES 16-17

## Justice

Le climat se tend entre Dupond-Moretti et les magistrats

Le garde des sceaux a demandé l'ouverture d'une enquête administrative sur trois membres du Parquet national financier dans l'affaire dite « des fadettes »

PAGE 12

## Cyclotourisme

L'été où les Français ont roulé



En Savoie, le 26 août. PHILIPPE ROY/AURIMAGES/AFP

SELON L'ASSOCIATION Vélo & Territoires, un réseau de collectivités, la fréquentation des dix voies EuroVelo traversant la France a augmenté de 24% cette année, hors période de confinement. Et ce, alors même que les étrangers, qui représentent d'ordinaire un

cyclotouriste sur cinq en France, ont été peu nombreux. Hébergements et restaurateurs découvrent que ces vacanciers d'un nouveau genre consomment, donnant naissance, par endroits, à une véritable économie.

PAGE 15

## Rencontre

Arnaud Fontanet : « Je n'aurais jamais cru voir ça de mon vivant »

Le chercheur à l'Institut Pasteur évoque son enfance, ses expériences humanitaires ainsi que le Covid-19

PAGE 26

## Culture

Le cinéma français en posture délicate

Alors que la fréquentation des salles reste médiocre, des négociations s'engagent pour forcer les géants américains de la vidéo à la demande à financer le secteur

PAGES 22-23

## CORONAVIRUS

### EHPAD

Les directeurs d'établissement tentent de trouver la bonne formule entre mesures de protection et liberté de leurs résidents

### ÉCOLES

Les règles du « cas contact » devraient être assouplies en maternelle et en primaire

### REPORTAGE

Mimet, village des Bouches-du-Rhône, ne comprend pas son placement en zone rouge

PAGES 7 À 9

**M**  
ÉDITORIAL  
LE DANGER DU VIRUS  
NE SE RÉSUME  
PAS AUX DÉCÈS  
PAGE 31

Chapka Films - La Filmmaker présente  
« UN RÉCIT D'ÉMANCIPATION HILARANT »  
Le Monde  
FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE  
2020  
Laure Calamy  
**Antoinette**  
dans les Cévennes  
un film de Caroline Vignal  
Benjamin Lavernhe DE LA COMÉDIE FRANÇAISE Olivia Côte  
ACTUELLEMENT AU CINÉMA  
CANAL+ FSYNTHES Télérama Le Parisien 3 diaphana UGC M+

# En Biélorussie, la révolution au pied des tours

Les protestations contre Loukachenko s'organisent aussi à l'échelle des quartiers, où elles remodelent la société

## REPORTAGE

MINSK - correspondance

Noués sur les fils électriques, les grillages, les agrès pour enfants, les rubans rouge et blanc saturent l'espace. Il y a ceux, courts, qui ont été arrachés ou coupés la nuit précédente par la police ; ceux, longs et oscillant dans le vent, renoués depuis par des mains opiniâtres. En cette fin d'après-midi de septembre, la musique, les voix et les rires résonnent dans un horizon de béton, cerné par les hautes tours de la banlieue nord de Minsk. Tandis que les enfants s'agitent dans l'aire de jeux, les adultes discutent et se partagent gâteaux et boissons sur une table de bois décorée, elle aussi, de blanc et de rouge, les couleurs de l'ancien drapeau de la Biélorussie devenues celles du soulèvement.

Un couple montre à ses amis la photo de son petit garçon. Rien que de très banal, si ce n'est que l'enfant pose fièrement au milieu d'une manifestation contre Alexandre Loukachenko. Un inconnu s'approche, à la recherche de « cours de danse blues ». Des cours de danse improvisés ont bien été organisés, quelques jours plus tôt, mais de blues, personne n'a entendu parler...

C'est une autre face de la révolte engagée par le peuple biélorusse contre son inamovible président qui se joue ici, au pied des tours. Moins spectaculaire que les manifestations massives du dimanche, moins dramatique que les scènes de violence devenues quotidiennes, mais plus profonde, qui non seulement remet en cause la gouvernance du pays mais remodelé la société dans son ensemble.

### « Sentiment de fierté »

C'est probablement ici, dans cet ensemble d'immeubles modernes du nord de la capitale qu'est née cette révolution des quartiers, souterraine et endurente. Le « square du changement », à quelques kilomètres du palais présidentiel, a été l'un des premiers à se réveiller, durant le mois d'août. Peu à peu, il a été imité par des dizaines d'autres à l'allure semblable (des centaines, à en croire l'application qui cartographie la contestation), dans la capitale et ailleurs.

Tous les soirs, les réseaux sociaux (à l'image de la chaîne



Des collages à l'effigie des DJ Kirill Galanov et Vladislav Sokolovsky, à Minsk, le 15 septembre.

VALÉRY SHARIFULIN/TASS

Telegram « Nexta », deux millions d'abonnés) se remplissent de ces images de réunions, de danses, de chœurs ou de concerts improvisés, témoignages fiers et incroyables à la fois de cette lame de fond urbaine qui transforme les terreforts anonymes en autant de centres de fête et de contestation. Pour les enfants, la révolution prend des airs de carnaval.

Le « square du changement », le long de la rue Orchaskaïa, n'aurait pas gagné sa renommée ni son surnom sans l'audace de deux DJ de Minsk, Kirill Galanov et Vladislav Sokolovsky. Durant la campagne électorale, le 6 août, alors que les deux hommes se produisent dans un concert pro-régime, une foule de soutien à l'opposante Svetlana Tsikhanovskaïa s'invite à la manifestation après que le meeting de leur candidate a été annulé par les autorités. Les deux musiciens en profitent pour passer *Peremen* (« Changements »), une chanson

**« On a une peur permanente, mais si on reste à la maison, ça signifie que l'on a perdu », explique Irina, qui habite Minsk**

mythique du rocker russe Viktor Tsoï, devenue un hymne protestataire dans l'espace post-soviétique. Acclamés par une partie de la foule, les deux DJ sont arrêtés. Ils passeront dix jours en prison et perdront leur emploi.

Trois jours après le scrutin présidentiel du 9 août, suivi de premières manifestations, un résident du quartier qui préfère ne pas donner son nom – « Appelle moi Ivan ! » – décide avec trois amis de rendre hommage au

geste des deux DJ en déposant un collage à leur effigie à quelques pas du lieu du concert. « On y est allés de nuit, mais les flics sont arrivés au moment où on allait poser le collage », explique le scénographe de 28 ans, assis devant un chocolat dans un café voisin du square. Les quatre compagnons se replient sur leur quartier et posent la fresque sur un bloc de béton qui permet d'accéder aux souterrains de l'espace résidentiel, au milieu du square.

Les voisins et les amis prendront le relais. Des drapeaux aux couleurs révolutionnaires apparaissent aux balcons des immeubles et des affiches dans les ascenseurs. Un tchat sur l'application de messagerie Telegram est créé, les résidents commencent à sortir pour boire le thé ensemble, des dizaines puis des centaines de personnes, parfois jusqu'à minuit. Parallèlement commence un jeu du chat et de la souris avec la police, qui revient chaque nuit

arracher la fresque, recollée le lendemain. Certains jours, des dizaines d'habitants tentent de faire barrage avec leur corps, entraînant parfois des arrestations. Des policiers resteront même trois jours d'affilée en faction devant le bloc de béton.

Le lieu lui-même s'enrichit. Un panneau apposé sur la place rappelle qu'en plus des interdictions de boire et de jurer, le quartier est interdit aux OMON, les forces spéciales de la police, haïes pour leur usage de la violence.

Au-delà du folklore révolutionnaire, les habitants du quartier disent aussi découvrir une nouvelle manière d'envisager la société. « C'est devenu à la mode d'être biélorusse », s'amuse Irina, une femme de 32 ans qui habite avec son compagnon, Alexandre, 36 ans, dans un immeuble du square. On ressent un sentiment de fierté pour la première fois. Le couple habite le quartier depuis trois ans et jusque-là, explique Alexandre, « le

square n'accueillait que les mères et les enfants ». Les deux ont appris à connaître leurs voisins.

« Un soir, j'étais seule chez moi, déprimée après toutes les violences que j'avais vues, raconte une régisseuse de spectacle. Et soudain, vers 10 heures du soir, toutes les fenêtres des appartements se sont ouvertes et les gens ont commencé à hurler "Vive la Biélorussie !" et à allumer les flashes de leurs téléphones. Je croyais qu'il fallait partir pour trouver des gens qui pensent comme moi, mais en fait ils étaient là depuis toujours, dans mon quartier, à la porte d'à côté. »

### « Square surveillé »

Ce 16 septembre au soir, l'arrivée d'une quinzaine de motards vient rompre la routine festive. « Ils viennent pour soutenir Stepan », explique Ivan. L'arrestation de cet habitant du quartier, le 15 septembre, a marqué le voisinage. Alors que les autres interpellés sont en général rapidement relâchés, il est toujours en détention et risque une condamnation pénale. L'homme est aussi un motard...

« Il est devenu évident que le square est surveillé », pense Ivan. Difficile d'avoir une estimation du nombre de partisans d'Alexandre Loukachenko dans le quartier, plutôt fréquenté par la classe moyenne, mais l'utilisation des réseaux sociaux par les contestataires et leur organisation sur des chaînes Telegram les expose. L'application qui recense les mobilisations, mise en place par des programmeurs de Minsk, est une mine d'informations pour les protestataires comme pour la police.

Pour autant, les habitants continuent de sortir. « On a une peur permanente, qui est là depuis longtemps, reconnaît Irina, mais ce n'est pas le type de peur qui t'enferme chez toi. Si on reste à la maison, ça signifie que l'on a perdu. » La jeune femme n'hésite pas à faire référence aux actes de bravoure des partisans de Minsk lors de l'occupation allemande, de 1941 à 1944. Ce sentiment de ne plus pouvoir reculer est largement partagé. « Nous sommes allés trop loin », confirme Alexandre, le compagnon d'Irina, et dans tous les cas, Loukachenko ne nous le pardonnera pas. ■

THOMAS D'ISTRIA

## Le calvaire de la presse indépendante, cible de la police antiémeute

Les journalistes biélorusses font l'objet de campagnes d'arrestations et d'intimidation, alors que la presse étrangère est éloignée

Il est un peu plus de 21 heures ce dimanche 13 septembre. La nuit est tombée à Minsk, clôturant une nouvelle journée de protestations massives contre Alexandre Loukachenko, l'autocrate qui s'accroche à son fauteuil présidentiel. Depuis le 9 août et l'annonce de la sixième élection du chef d'Etat avec un score digne d'un satrape (80 %), la foule se presse chaque fin de semaine dans les rues de la capitale, comme dans celles des villes de province, pour appeler au départ de l'usurpateur. Comme presque tous les dimanches, Alexander Vasukovich et Uladz Hrydzin, photoreporters, sont là pour immortaliser la colère de la population et la brutalité des forces de l'ordre.

Ce soir-là, ils se posent dans un bar du centre de Minsk pour envoyer leurs clichés à leur rédaction quand, soudain, six à sept hommes en noir, cagoulés, font irruption à leur table, arrachant leur matériel, et les embarquent violemment à bord d'un fourgon

de police. « Ils savaient précisément qui ils cherchaient », commente Alina Stefanovic, de l'Association de journalistes biélorusses (BAJ). Trois jours plus tard, à l'issue d'un procès truffé d'incohérences, Alexander Vasukovich et Uladz Hrydzin sont condamnés à onze jours de prison ferme pour « participation à un rassemblement non autorisé ». Estimant que les deux hommes ne sont, en réalité, coupables que d'avoir fait leur travail, les médias indépendants publient, en signe de solidarité, jeudi 17 septembre, des articles noirs et blancs, illustrés d'un appareil photo barré sous lequel on lit : « Ici aurait pu être une photo. »

« En ouvrant les nouvelles aujourd'hui, le lecteur voit une Biélorussie grise et uniforme. Le monde est gris autour d'elle, sa ville est grise. Tout est gris, terne et sans espoir (...) L'action d'aujourd'hui est symbolique. Elle montre quel genre de pays ce gouvernement nous prépare :

interpeller, battre, faire pression sur des journalistes, des photographes, des artistes, des artistes, des médecins, des informaticiens – tous ceux qui ont plus d'intelligence et de conscience que la police antiémeute », commentait jeudi l'analyste politique Peter Kuznetsoff, sur Telegram. « Le journalisme indépendant dans la Biélorussie d'aujourd'hui est devenu l'une des professions les plus héroïques », ajoute-t-il.

### « Je me cache un peu »

C'est un fait, porter un gilet de presse en Biélorussie ne protège plus. Bien au contraire. Depuis le printemps et le démarrage de la campagne électorale, l'Association biélorusse de journalistes a recensé quelque 300 exactions des autorités à l'encontre de journalistes, allant de l'intimidation à l'emprisonnement en passant par la confiscation de matériel et le tabassage. « Ce qui arrive à la presse n'est pas complètement nouveau. Mais cela atteint une ampleur et

une violence jamais vues », commente Alina Stefanovic.

Rouslan Koulevich, journaliste pour le site Grodno Life, fait partie de ces héros de la révolution, régulièrement applaudis par les manifestants. « Ma femme et moi avons été arrêtés le 11 août, raconte-t-il. Nous étions réfugiés dans un magasin quand les forces antiémeutes sont arrivées. Les hommes portaient des masques et des tee-shirts noirs, pas d'uniforme. Ils criaient à tout le monde de se coucher en hurlant "salopes". Quand j'ai dit que j'étais journaliste, ils

**« Ce qui arrive à la presse atteint une ampleur et une violence jamais vues »**

ALINA STEFANOVIC  
Association de journalistes biélorusses

ont répondu : "ah te voilà !" ». Face à la matraque qui se dressait contre lui, Rouslan Koulevich s'est protégé et a eu les deux mains brisées. Les policiers l'ont ensuite traîné dans le fourgon. « Ils riaient en disant "on en a eu un" », se souvient-il. Rouslan Koulevich a passé trois jours en prison. Sans soins, certains jours sans nourriture. Après cinq jours d'hôpital, il recommence à travailler. Malgré tout. « Je me cache un peu », avoue-t-il simplement.

Catarina Andreeva, journaliste à Belsat TV, a elle aussi décidé de ne pas abandonner son poste, après quatre jours de détention au centre d'Okrestina, « parce que la révolution continue », dit-elle. Reporter pour *Nacha Niva*, l'un des plus anciens journaux biélorusses mais aussi l'un des plus opprimés par l'Etat, Natalia Loubneuskaya n'a, elle, pas encore la force de retourner sur le terrain. Après trente-huit jours d'hôpital, la jeune femme se remet de sa blessure à la jambe. Son genou a

été troué par un tir de balle en caoutchouc lancé par des hommes en tenue de camouflage à quelques mètres d'elle, malgré son gilet bleu de presse.

Dans la bataille qui oppose Loukachenko à son peuple s'ajoute ainsi une guerre de l'information. Après avoir refusé les accréditations de journalistes étrangers, l'administration présidentielle a réclamé, fin août, l'expulsion de dizaines de correspondants locaux, notamment de la BBC, et de CNN, mais aussi de médias français. Des « nervis aux ordres des ennemis de l'Ouest » accusés d'ourdir un coup d'Etat, selon le régime.

« Les journalistes sont devenus une cible privilégiée. La raison est évidente : il s'agit de museler la presse indépendante », et ne donner voix qu'à la propagande d'Etat, observe une source diplomatique. Tous les appels à la raison et les réprimandes des ambassades et ministères étrangers ont, à ce jour, été vains. ■

CLAIRE GATINOIS